



DÉCISION DE L'AFNIC

boursorama-credit-immobilier.fr

Demande n° FR-2019-01863

I. Informations générales

i. Sur les parties au litige

Le Requérant : La société BOURSORAMA

Le Titulaire du nom de domaine : La société BOURSORAMA CREDIT IMMOBILIER

ii. Sur le nom de domaine

Nom de domaine objet du litige : boursorama-credit-immobilier.fr

Date d'enregistrement du nom de domaine : 17 juillet 2019 soit postérieurement au 1er juillet 2011

Date d'expiration du nom de domaine : 17 juillet 2020

Bureau d'enregistrement : 1&1 IONOS SE

II. Procédure

Une demande déposée par le Requérant auprès de l'Afnic a été reçue le 22 juillet 2019 par le biais du service en ligne SYRELI.

Conformément au règlement SYRELI (ci-après le Règlement) l'Afnic a validé la complétude de cette demande en procédant aux vérifications suivantes :

- Le formulaire de demande est dûment rempli.
- Les frais de Procédure ont été réglés par le Requérant.
- Le nom de domaine est actif.
- Le nom de domaine a été créé ou renouvelé postérieurement au 1^{er} juillet 2011.
- Le nom de domaine visé par la procédure ne fait l'objet d'aucune procédure judiciaire ou extrajudiciaire en cours.

L'Afnic a procédé au gel des opérations sur ce nom de domaine et a notifié l'ouverture de la procédure au Titulaire le 06 août 2019.

Le Titulaire n'a pas adressé de réponse à l'Afnic.

Le Collège SYRELI de l'Afnic (ci-après dénommé le Collège) composé de Régis MASSÉ (membre titulaire), Loïc DAMILAVILLE (membre titulaire) et Marianne GEORGELIN (membre suppléant), s'est réuni pour rendre sa décision le 05 septembre 2019.

III. Argumentation des parties

i. Le Requérant

Selon le Requérant, l'enregistrement ou le renouvellement du nom de domaine <boursorama-credit-immobilier.fr> par le Titulaire, est « susceptible de porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle ou de la personnalité » et le Titulaire ne justifie pas « d'un intérêt légitime et agit de mauvaise foi ».

(Art. L. 45-2 du code des postes et des communications électroniques)

Dans sa demande, le Requérant a fourni les pièces suivantes :

- Pouvoir donné le 31 janvier 2019 par la société BOURSORAMA, à la société NAMESHIELD pour la procédure SYRELI ;
- Capture de l'organigramme de la société BOURSORAMA, mis à jour en décembre 2018
- Extrait Kbis du 05 décembre 2017 de la société BOURSORAMA immatriculée le 09 septembre 2003 sous le numéro 351 058 151 au R.C.S. de Nanterre ;
- Notice complète de la marque française « BOURSORAMA » numéro 98723359 enregistrée le 13 mars 1998 par le Requérant et dûment renouvelée pour les classes 9, 16, 35, 36, 38 et 42 ;
- Notice complète de la marque française semi-figurative « BOURSORAMA » numéro 3040225 enregistrée le 07 juillet 2000 par le Requérant et dûment renouvelée pour les classes 9, 16, 35, 36, 38, 41 et 42 ;
- Notice complète de la marque de l'Union européenne « BOURSORAMA » numéro 1758614 enregistrée le 13 juillet 2000 et dûment renouvelée par le Requérant pour les classes 9, 16, 35, 36, 38, 41 et 42 ;
- Notice complète de la marque française « BOURSORAMA » numéro 3565867 enregistrée le 31 mars 2008 par le Requérant pour la classe 36 ;
- Notice complète de la marque française semi-figurative « BOURSORAMA » numéro 3676765 enregistrée le 16 septembre 2009 par le Requérant pour les classes 35, 36 et 38 ;
- Extraits de la base Whois des noms de domaine enregistrés par la société BOURSORAMA :
 - <boursorama.fr> le 3 juin 2005 ;
 - <banqueboursorama.fr> le 27 mai 2005 ;
 - <boursorama-banque.fr> le 27 mai 2005 ;
 - <boursorama-online.eu> le 07 avril 2006 ;
- Extrait de la base Whois du nom de domaine <boursorama-credit-immobilier.fr> enregistré le 17 juillet 2019 par la société BOURSORAMA CREDIT IMMOBILIER ;
- Capture d'écran du 26 juin 2018 de la page « Qui sommes-nous ? » du site web <https://groupe.boursorama.fr> ;
- Capture d'écran du 22 juillet 2019 de la page web vers laquelle renvoie le nom de domaine <boursorama-credit-immobilier.fr> ;
- Décisions du Collège SYRELI de l'Afnic :
 - N°FR-2015-00983 concernant le nom de domaine <creditmutuelgroupe.fr> rendue le 25 août 2015 ;
 - N°FR-2017-01509 concernant le nom de domaine <clientsboursorama.fr> rendue le 22 janvier 2018 ;
 - N°FR-2015-01032 concernant le nom de domaine <factor-soft.fr> rendue le 08 décembre 2015.

Dans sa demande, le Requérant indique que :

[Citation complète de l'argumentation]

«La société BOURSORAMA (le « Requéant ») (Annexe 1) soutient que l'enregistrement ou le renouvellement du nom de domaine <boursorama-credit-immobilier.fr> par l'actuel titulaire (« le Titulaire ») est « susceptible de porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle ou de la personnalité, et que le titulaire ne justifie pas d'un intérêt légitime et agit de mauvaise foi » (Art. L.45-2 du Code des Postes et des Communications Electroniques).

1/ Intérêt à agir

Le Requéant soutient avoir un intérêt à agir à l'encontre du nom de domaine litigieux <boursorama-credit-immobilier.fr> enregistré le 17 juillet 2019 par un Titulaire identifié comme étant «boursorama credit immobilier » (Annexe 2). Le Requéant confirme qu'il n'est en aucun cas lié au Titulaire.

Créé en 1998, le Requéant est un acteur pionnier et leader sur ses trois activités principales : la banque en ligne, le courtage en ligne et l'information financière sur Internet. En France, BOURSORAMA est la référence en matière de banque en ligne, avec plus de 1 400 000 clients. Son site internet officiel <boursorama.com> est le premier site d'information économique et la première plateforme de banque en ligne. Ce site comptait 30 millions de visites mensuelles en 2017 (Annexe 3).

Le Requéant est propriétaire des marques enregistrées suivantes, constituées du terme « BOURSORAMA » (Annexe 4):

- Marque française « BOURSORAMA » n° 98723359 enregistrée le 13-03-1998 et dûment renouvelée.
- Marque française semi-figurative « BOURSORAMA » n° 3040225 enregistrée le 07-07-2000 et dûment renouvelée.
- Marque de l'Union Européenne « BOURSORAMA » n° 1758614 enregistrée le 13-07-2000 et dûment renouvelée.
- Marque française « BOURSORAMA » n° 3565867 enregistrée le 31-03-2008.
- Marque française semi-figurative « BOURSORAMA » n° 3676765 enregistrée le 16-09-2009.

Le Requéant est également titulaire de nombreux noms de domaine comprenant le terme « BOURSORAMA », dont (Annexe 5):

- <boursorama.fr> enregistré et régulièrement renouvelé depuis le 03-06-2005.
- <banqueboursorama.fr> enregistré et régulièrement renouvelé depuis le 27-05-2005.
- <boursorama-banque.fr> enregistré et régulièrement renouvelé depuis le 27-05-2005.
- <boursorama-online.eu> enregistré et régulièrement renouvelé depuis le 07-01-2006.

Le nom de domaine litigieux redirige vers une page d'attente du bureau d'enregistrement 1&1 (Annexe 6).

Le Requéant soutient que le nom de domaine litigieux <boursorama-credit-immobilier.fr> est composé de la dénomination « BOURSORAMA » associée aux termes « Crédit immobilier ». Cette association de mots à la marque Boursorama fait clairement référence au Requéant dont l'activité est liée au produits bancaires.

Des éléments de faits similaires d'ajout d'un terme générique pouvant être attaché à la marque du Requéant et d'usage pour page d'attente ont abouti à une décision de l'AFNIC ordonnant la transmission du nom litigieux au Requéant : Décision AFNIC FR-2015-00983 <creditmutuelgroupe.fr> (Annexe 7).

L'extension « .FR » ne permet pas de modifier l'impression d'ensemble que le nom de domaine litigieux est lié au Requéant. L'internaute pourrait en effet illégitimement croire que le nom de domaine litigieux est affilié au Requéant, d'autant plus que le Titulaire s'identifie comme pouvant être une filiale du Requéant (Annexe 2).

Par ailleurs, les droits du Requéant sur le terme distinctif « BOURSORAMA » ont été confirmés par plusieurs décisions de l'AFNIC dont la décision n° FR-2017-01509 concernant le nom de domaine <clientsboursorama.fr> (Annexe 8).

En conséquence, le Requéant dispose de droits antérieurs et donc d'un intérêt à agir à l'encontre du nom de domaine litigieux <boursorama-credit-immobilier.fr>.

2/ Absence d'intérêt légitime du Titulaire

Le Requéant indique qu'il ne connaît aucun le Titulaire, et que ce dernier ne dispose d'aucun lien d'aucune sorte avec la société BOURSORAMA, ni d'aucune autorisation ou licence d'utilisation de ce terme, ni de droit d'enregistrer le nom de domaine litigieux.

Selon les informations whois (Annexe 2), le Titulaire a enregistré le nom de domaine <boursorama-credit-immobilier.fr> le 17 juillet 2019, soit de nombreuses années après la création de la société BOURSORAMA et après l'enregistrement de ses marques et du nom de domaine <boursorama.fr>.

En outre, à la connaissance du Requéant, le Titulaire n'a apporté aucune preuve d'une utilisation du nom de domaine. Le nom de domaine redirige vers la page de stationnement du bureau d'enregistrement.

Dès lors, le Requéant soutient que le Titulaire ne dispose d'aucun droit ou intérêt légitime concernant le nom de domaine litigieux.

3/ Mauvaise foi du Titulaire

Le Requéant est titulaire de plusieurs marques « BOURSORAMA » antérieures à l'enregistrement du nom de domaine, et est dotée d'une notoriété importante sur le territoire français (Annexe 3). Par conséquent, le Titulaire identifié comme étant « boursorama credit immobilier », domicilié en France, ne pouvait ignorer l'existence de la marque « BOURSORAMA » du Requéant au moment de l'enregistrement du nom de domaine litigieux.

De plus, le Requéant soutient que l'ajout des mots « Crédit immobilier » à la marque distinctive BOURSORAMA, fait référence aux activités du Requéant.

Le Requéant soutient en conséquence que le Titulaire ne peut utiliser le nom de domaine sans créer un risque de confusion certain avec ses marques, noms de domaine et site internet antérieur associé.

De plus, le nom de domaine litigieux <boursorama-credit-immobilier.fr> redirige vers une page d'attente du bureau d'enregistrement 1&1 n'affichant aucune exploitation légitime évidente (Annexe 6). Le Requéant soutient ainsi que le titulaire n'utilise pas et ne s'est pas préparé à utiliser le nom de domaine dans le cadre d'une offre de bonne foi de biens ou de services.

De précédents Collèges se sont prononcés en faveur de la transmission d'un nom de domaine litigieux au Demandeur dans l'hypothèse où le nom de domaine renvoyait vers une page d'attente du bureau d'enregistrement. Voir par exemple la décision n° FR-2015-01032 relative au nom de domaine <factor-soft.fr> (Annexe 9).

Ainsi, le Requéant sollicite du Collège la transmission du nom de domaine litigieux <boursorama-credit-immobilier.fr> à son profit. ».

Le Requéant a demandé la transmission du nom de domaine.

ii. Le Titulaire

Le Titulaire n'a pas adressé de réponse à l'Afnic.

IV. Discussion

Au vu des dispositions du droit commun relatives à la charge de la preuve,

Au vu des écritures et pièces déposées par les deux parties,

Au vu des dispositions du Règlement,

Au vu des dispositions prévues à l'article L. 45-6 du Code des Postes et des Communications Electroniques,

Le Collège a évalué :

i. L'intérêt à agir du Requéant

Au regard des pièces qui ont été fournies par le Requéant, le Collège constate qu'au moment du dépôt de la demande, le nom de domaine <boursorama-credit-immobilier.fr> est similaire :

- Aux marques du Requéant et notamment :

- o À la composante verbale de la marque française semi-figurative « BOURSORAMA » numéro 3040225 enregistrée le 07 juillet 2000 et dûment renouvelée pour les classes 9, 16, 35, 36, 38, 41 et 42 ;

- À la marque française « BOURSORAMA » numéro 98723359 enregistrée le 13 mars 1998 et dûment renouvelée pour les classes 9, 16, 35, 36, 38 et 42 ;
- À la marque française « BOURSORAMA » numéro 3565867 enregistrée le 31 mars 2008 pour la classe 36 ;
- À la marque de l'Union européenne « BOURSORAMA » numéro 1758614 enregistrée le 13 juillet 2000 et dûment renouvelée pour les classes 9, 16, 35, 36, 38, 41 et 42.
- Similaire aux noms de domaine du Requérant et notamment :
 - <boursorama.fr> le 3 juin 2005 ;
 - <banqueboursorama.fr> le 27 mai 2005 ;
 - <boursorama-banque.fr> le 27 mai 2005 ;
 - <boursorama-online.eu> le 07 avril 2006.

Le Collège a donc considéré que le Requérant avait un intérêt à agir.

ii. L'atteinte aux dispositions de l'article L.45-2 du CPCE

a. Atteinte aux droits invoqués par le Requérant

Le Collège constate que le nom de domaine <boursorama-credit-immobilier.fr> est similaire à la marque française antérieure du Requérant « BOURSORAMA » numéro 98723359 enregistrée le 13 mars 1998 et dûment renouvelée car il est composé de la marque « BOURSORAMA » dans son intégralité et des termes « credit immobilier » faisant référence à l'activité du Requérant protégée par les marques « BOURSORAMA » de ce dernier.

Le Collège a donc considéré que le nom de domaine était susceptible de porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle de la société BOURSORAMA SA.

Conformément à l'article L. 45-2 du CPCE cité ci-dessus, le Collège s'est ensuite posé la question de savoir si le Requérant avait apporté la preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire.

b. La preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire

Le Collège constate que :

- Le Requérant est titulaire de plusieurs marques « BOURSORAMA » et en particulier de la marque française antérieure « BOURSORAMA » numéro 3565867 enregistrée le 31 mars 2008 et dûment renouvelée pour la classe 36 et exploitée pour des produits et services de « affaires bancaires, agences de crédit, banque directe, services de financement, services de cartes de crédit et de débit etc. » ;
- Fondé en 1998, le Requérant exploite ses marques « BOURSORAMA » pour ses activités bancaires et financières sur internet ;
- Le Requérant est un acteur pionnier et leader sur ses trois activités principales : la banque en ligne, le courtage en ligne et l'information financière sur Internet ; il comptabilise plus de 1 400 000 clients avec 30 millions de visites mensuelles sur son site web ;
- le Requérant indique que le Titulaire :
 - Ne détient aucune autorisation pour utiliser ses marques, ni pour exploiter ses noms de domaine ;
 - N'est pas en lien avec lui.
- Le nom de domaine <boursorama-credit-immobilier.fr> est composé de la reprise à l'identique de la marque antérieure du Requérant « BOURSORAMA » et des termes « crédit immobilier » activité proposée par ce dernier et protégée par ladite marque ;
- Le Titulaire s'est identifié dans la base whois comme la société BOURSORAMA CREDIT IMMOBILIER ;
- Le Titulaire n'a adressé aucune réponse pour contester ces faits.

Muni de ce faisceau d'indices, le Collège a ainsi considéré que le Titulaire résidant en France et s'identifiant comme étant la société BOURSORAMA CREDIT IMMOBILIER, ne pouvait ignorer

l'existence des droits du Requéran et que les pièces fournies par le Requéran permettaient de conclure que le Titulaire avait enregistré le nom de domaine <boursorama-credit-immobilier.fr> dans le but de profiter de la renommée du Requéran en créant un risque de confusion dans l'esprit du consommateur.

Le Collège a donc conclu que le Requéran avait apporté la preuve de l'absence d'intérêt légitime et de la mauvaise foi du Titulaire telles que définies à l'article R. 20-44-46 du CPCE et a décidé que le nom de domaine <boursorama-credit-immobilier.fr> ne respectait pas les dispositions de l'article L. 45-2 du CPCE.

V. Décision

Le Collège a décidé d'accepter la transmission du nom de domaine <boursorama-credit-immobilier.fr> au profit du Requéran.

VI. Exécution de la décision

Conformément à l'article (II) (viii) du Règlement, la décision de l'Afnic ne sera exécutée qu'une fois écoulé un délai de quinze (15) jours civils à compter de la notification de la décision aux parties.

Conformément à l'article (II) (vii) du Règlement, l'Afnic notifie par courrier électronique et postal la décision à chacune des parties.

Elle procédera au dégel des opérations sur le nom de domaine selon les dispositions du Règlement.

Le Bureau d'enregistrement est informé de la décision par courrier électronique.

À Montigny-le-Bretonneux, le 9 septembre 2019

Pierre BONIS - Directeur général de l'Afnic

